

## Commission permanente

Réunion du 27 avril 2020

N° : 7553

**72**  
**4R3-03**

Objet de la délibération :

**CONVENTION ADHESION SOCLE COMMUN AVEC LE  
CENTRE DE GESTION DE LA DROME**

Rapporteur : Mme Marie-Pierre MOUTON

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 19 juin 2017,  
Vu l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'inscription des crédits au chapitre 012  
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental indiquant que :

Conformément à l'article 23 IV de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, une collectivité non affiliée au Centre de Gestion de la Drôme peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier, en outre, des missions suivantes :

- secrétariat des commissions de réforme ;
- secrétariat des comités médicaux ;
- accompagnement individuel de la mobilité des agents

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines des agents départementaux, le recours aux instances médicales (commissions de réformes ou comités médicaux) est rendu nécessaire.

Par ailleurs, le décret 2019-172 du 5 mars 2019 impose la conclusion d'une convention entre l'agent, la collectivité et le Centre de Gestion, si l'agent déclaré médicalement inapte sollicite le bénéfice d'une période préparatoire à son reclassement (PPR). Cette convention permet à l'agent de définir un nouveau projet professionnel, en identifiant des périodes d'immersions dans d'autres services ainsi que des sessions de formations.

À ce jour le Centre de Gestion détermine un coût de 1200 € par convention signée. Toutefois, le Département a fait valoir qu'il dispose des moyens en interne permettant d'assurer la reconversion des agents concernés (moyens humains, budget formation). Ce conventionnement étant toutefois obligatoire, le Centre de Gestion étudie la possibilité de diminuer le coût par deux, à condition que le Département accepte d'accueillir dans ses services des agents d'autres communes en stage d'immersion. Lorsque le Conseil d'Administration du Centre de Gestion aura délibéré, une annexe à la convention sera proposée.

Le coût de traitement des dossiers examinés par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme est fixé en annexe A par délibération du Conseil d'Administration.

La Commission permanente après en avoir délibéré ; DÉCIDE :

- d'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération,
- d'autoriser la Présidente à signer la convention jointe en annexe à la présente délibération

Pas d'observation ? ADOPTÉ en conséquence des votes ainsi exprimés.

La Présidente du Conseil départemental,



Marie-Pierre MOUTON

VOTE	Quorum	✓	
<u>Votants</u>			Etaient présents l'ensemble des membres à l'exception de :
Pour	36		M. CHABOUD
Contre	0		Mme GUILLEMINOT
Abstention	0		Mme ZAMMIT-HELMER (Rep. M. MORIN)
Non-participation	0		M. CHALEON (Rep. Mme ANTHOINE)
Unanimité		✓	M. COMBES (Rep. Mme ROCHAS)